



Perspectives chinoises

2010/3 | 2010

Taiwan : consolation d'une société démocratique et distincte

Teresa Wright, *Accepting Authoritarianism. State-society relations in China's reform era*

Stanford, Stanford University Press, 2010, 254 p.

Edward Friedman

Traducteur : Laure Courret



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5673>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2010

Pagination : 148-151

ISBN : 978-2-9533678-4-3

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Edward Friedman, « Teresa Wright, *Accepting Authoritarianism. State-society relations in China's reform era* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2010/3 | 2010, mis en ligne le 06 août 2012, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5673>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Tous droits réservés

Teresa Wright, *Accepting Authoritarianism. State-society relations in China's reform era*

Stanford, Stanford University Press, 2010, 254 p.

Edward Friedman

Traduction : Laure Courret

- 1 Teresa Wright soutient que toutes les classes socioéconomiques chinoises, aussi variées soient-elles, dépendent de l'État pour accomplir leurs objectifs et qu'elles ne sont, par conséquent, pas prêtes à s'opposer au régime actuel. Pour l'auteur, l'industrialisation tardive, le développement dirigé par l'État et l'héritage socialiste sont autant de facteurs qui contribuent à influencer l'opinion publique. Aussi la population « accepte »-t-elle le Parti communiste chinois.
- 2 La perspective défendue par Wright en termes de stratification sociale l'amène à concevoir la Chine comme un « demi-oignon » : seule une minorité de personnes se trouve à son sommet et le reste de la population en forme la base, constituée en majorité de travailleurs et de paysans. Cette vision contraste avec celle développée par les sociologues chinois qui incluent les personnes sans emploi ou sous-employées. Ces couches constituent alors la partie inférieure et étroite d'une société représentée sous la forme d'une olive. Son centre est constitué de la classe moyenne, en extension continue. Wright ne discute pas la pertinence, sûrement défendable, de son approche des couches socioéconomiques par rapport à celle adoptée par les analystes du gouvernement chinois.
- 3 L'auteur construit son argument en faisant la synthèse d'enquêtes, d'entretiens et de statistiques réalisés par les scientifiques les plus importants de la Chine contemporaine. Chercheuse avertie, elle compare et met en perspective ses résultats avec les premiers défenseurs de la démocratie et les nouveaux partisans du développement économique. L'important travail réalisé par Wright mérite que l'on s'attelle à la lecture de son ouvrage : j'y ai puisé de nouvelles connaissances littéralement à chaque page.

- 4 Cependant, pour beaucoup d'analystes, l'accent mis par Hu Jintao sur la réduction des inégalités montre que le Parti ne se sent plus « accepté » par le peuple. Jusqu'à présent, malgré les mesures engagées par Hu, les inégalités ont continué de s'aggraver. Par ailleurs, contrairement à l'opinion de Wright selon laquelle, au cours de la dernière phase des réformes, toutes les classes acceptent le régime, pour certains analystes le dynamisme exceptionnel de la Chine a permis l'émergence de forces sociales difficiles à contrôler. Pour eux, le futur du pays demeure donc ouvert et il est difficile d'en parler en termes de « continuité » avec les réformes récentes.
- 5 La thèse générale de l'auteur sur l'acceptation du régime est quelque peu confuse. Le terme évoque parfois la tolérance vis-à-vis du régime, parfois le refus égoïste de défier l'État tout puissant. Wright n'est, par conséquent, pas en mesure de dire combien de temps cette « acceptation » va durer. Pour Minxin Pei, la Chine est sur le point de connaître une explosion de la contestation populaire. Jinghao Zhou pense, quant à lui, que le futur du PCC réside dans sa chute. Pour ma part, je doute que l'on puisse prévoir le futur et je pense qu'il nous surprendra.
- 6 Il ne s'agit pas de dire que le régime du PCC est illégitime. Pyongyang est, par exemple, légitime. Au vu de la situation économique désastreuse de la République populaire démocratique de Corée, il semble étrange que Wright insiste sur le facteur économique pour démontrer que le gouvernement de Pékin est « acceptable » aux yeux du peuple chinois. Ces deux régimes, tout comme celui du Vietnam, ont fondé une légitimité nationaliste forte en menant des guerres contre les impérialistes.
- 7 Il est impossible d'estimer le futur d'une nation en se basant uniquement, comme le fait Wright, sur des facteurs socioéconomiques. L'État est une entité semi-autonome, et non pas simplement une superstructure qui reflète les intérêts d'une base économique. L'économie chinoise à l'ère des réformes est, de toute évidence, radicalement différente de celle de l'ère maoïste. Le PCC n'en continue pas moins de détenir le monopole du pouvoir politique.
- 8 Les détenteurs du pouvoir en Chine ont souvent affirmé que le gouvernement pouvait être affaibli par la corruption galopante à laquelle le pays est en proie, et dont Wright fait une description excellente. Une enquête, qui n'est par ailleurs pas citée dans son ouvrage, montre que les Chinois ont plus de respect pour les prostituées que pour les officiels du Parti. Si la condamnation à mort de citoyens ayant assassiné un officiel ou un officier de police ne manque pas de provoquer de vives réactions au sein de la société, celle-ci s'exprime généralement en faveur des meurtriers plutôt que des représentants de l'État assassinés. Le terme d'« acceptation » saisit-il les passions que suscite le système politique au sein de la population ?
- 9 Les chercheurs distinguent généralement deux factions au sein du Parti. La population observe, quant à elle, que chaque officiel possède sa propre faction et ne pense qu'à servir ses intérêts, ainsi que ceux de sa famille et de son réseau. Les citoyens chinois considèrent, comme en 1989, que si les supposés « serviteurs du peuple » sont riches, c'est « qu'ils s'approprient toute la plus-value produite au prix du sang et de la sueur du peuple ».
- 10 Pour les citoyens, le gouvernement n'essaie pas sérieusement de dompter cette corruption monstrueuse. Il la considère au contraire comme une conséquence inévitable de la transition économique qui ne deviendra gérable qu'une fois la Chine modernisée.

- 11 Le gouvernement central n'a, par ailleurs, pas attiré l'attention du public sur l'expérience anti-corruption de Chongqing, en dépit de la popularité de cet effort pour écraser la mafia et dénoncer la criminalité du système judiciaire et de la police. Si un dirigeant est accusé de corruption, les Chinois font généralement remarquer avec cynisme que l'accusateur est aussi corrompu que l'accusé, et que ce dernier n'est que la cible de conflits entre factions. Le terme d'« acceptation » permet-il de saisir les attitudes des Chinois à l'égard du PCC ?
- 12 Les hautes sphères du régime s'inquiètent de la sclérose du Parti. Elles craignent, en d'autres termes, que des intérêts établis fassent obstacle au changement dont le pays a besoin, comme cela fut le cas dans l'URSS post-Khrouchchev. Certains résistent aux tentatives de refroidissement des bulles immobilières lorsque celles-ci font obstacle à leur enrichissement en menaçant leurs transactions foncières douteuses. Des luttes violentes pour la possession de terres ont lieu chaque jour dans tout le pays.
- 13 L'approche par l'économie adoptée par Wright n'aborde pas les tensions causées, au sein du Parti, par la corruption, la sclérose du régime, la rage populaire et les luttes violentes liées à la propriété foncière. Des signes indiquent cependant que les forces réactionnaires au sein du régime ont décidé que la Chine corrompue devait être purifiée. Elle devrait, pour cela, chercher à reproduire les modèles moraux supérieurs, supposés purs et sains, de la Corée du Nord, de Che Guevara, et de Mao Zedong. Un analyste chinois, que Wright cite sans le commenter, écrit à ce propos que la Chine ressemble plus que jamais à l'« Allemagne d'avant-guerre ».
- 14 Wright n'envisage pas que la polarisation économique extrême soit liée à l'avidité incontrôlable des officiels du Parti. Elle attribue les inégalités flagrantes à l'industrialisation tardive qui, selon elle, a donné les pleins pouvoirs aux forces « néolibérales », un terme bien singulier pour décrire le mercantilisme étatique chinois. Pour la nouvelle gauche chinoise, les problèmes de la Chine sont également liés au néolibéralisme. Cette explication permet en réalité de dissimuler la cause réelle des difficultés du pays, à savoir les intérêts inviolables de la dictature du Parti.
- 15 Wright indique, en se basant sur des données du début du XXI^e siècle, que sept entrepreneurs sur 20 sont membres du Parti contre une personne sur 20 dans la population totale. Il aurait cependant été plus pertinent de faire ressortir le contraste entre les entrepreneurs indépendants qui ne sont pas liés au Parti et la population en âge de travailler. En Chine communiste, pouvoir politique et richesse sont liés. Les personnes riches le sont, dans la grande majorité, parce qu'elles, ou leur famille, ont été détentrices du pouvoir du Parti. Le régime se méfie en réalité des entrepreneurs indépendants, qui tentent par ailleurs de se maintenir à distance du Parti pour ne pas être volés par les cadres corrompus. Ces entrepreneurs sont, contrairement à ce qu'avance Wright, discriminés plus qu'ils ne sont favorisés.
- 16 L'« industrialisation tardive » sur laquelle se penche l'auteur, ne débute que « dans les années 1960 ». Cependant, c'est en copiant et en se greffant au dynamisme de l'Asie-Pacifique d'après-guerre que la Chine a émergé. Notons par ailleurs que ce dynamisme n'était pas de nature néolibérale. L'émergence du Japon et des quatre tigres de l'Asie s'est appuyée sur un développement contrôlé par l'État. La raison en est que ces pays, tout comme la Chine, pouvaient profiter de facteurs liés au contexte d'après-guerre : un dollar fort, l'ouverture du marché américain aux exportations étrangères, les institutions du système de Bretton Woods favorisant la croissance. La notion d'industrialisation tardive

débutant dans les années 1960 – précisément au moment où le fordisme commence à céder la place à une nouvelle économie des services et du savoir (habituellement appelée « postindustrielle ») – qu'utilise Wright laisse perplexe.

- 17 L'image d'un héritage socialiste sain qui est présentée dans l'ouvrage est encore plus déroutante. Un projet socialiste émanerait donc de syndicats fondés par les travailleurs et par un parti politique réagissant aux pressions syndicales et soucieux de justice économique. Le socialisme n'agirait pas au détriment des pauvres et les inégalités sociales n'augmenteraient pas. Le socialisme, si l'on en croit Wright, a donc peu à voir avec la dictature du PCC, qui apparaît alors tout à fait de droite.
- 18 Rappelons que, durant la période maoïste, un système de passeports internes, dit *hukou*, bloquait les paysans à la campagne à la manière de l'apartheid¹, et les empêchait de rechercher des emplois mieux payés en ville. Les travailleurs urbains avaient le monopole de ces emplois et des privilèges auxquels ils donnaient droit. Pour les citadins, les paysans « nauséabonds » formaient une « sous-race », et personne n'aurait souhaité voir sa fille épouser l'un d'entre eux. Les paysans pauvres leur apparaissaient, par ailleurs, nécessairement paresseux et voleurs.
- 19 Les ouvriers du secteur d'État en ville constituaient ce que Lénine appelait une « aristocratie ouvrière » perpétuant des tendances féodales. Aucun système national de santé mis en place après 1949 n'a offert à la population rurale, soit à la majorité du pays, la couverture dont bénéficiaient les travailleurs urbains.
- 20 Cette aristocratie ouvrière est à présent nostalgique du socialisme de l'ère maoïste. Le prétendu « héritage » socialiste réapparaît dans les efforts continus réalisés aujourd'hui pour maintenir l'apartheid contre les migrants ruraux en ville.
- 21 Wright fait référence à cette vie urbaine privilégiée et prise en charge par l'État maoïste en utilisant le terme d'« expérience vécue du socialisme ». Pour les anciens employés des entreprises d'État, la référence à cette époque constitue certainement une façon d'exprimer un mécontentement à l'égard des politiques menées depuis les réformes qui, en mettant l'accent sur la rentabilité des entreprises, ont entraîné la fermeture des firmes déficitaires ainsi que le licenciement du personnel superflu.
- 22 Mais l'expérience vécue du socialisme a également apporté son cortège de misères dormantes : bas salaires, pénuries, coupons de rationnement, longues files d'attente et une culture de la morosité qui a tué les joies et le sens profond de la vie en famille et du calendrier familial, du mariage au nouvel an. S'il a tué, dans ses pratiques les plus extrêmes, 40 millions de personnes et brisé des dizaines de millions de vies, le socialisme de Mao était également inhumain dans ses pratiques quotidiennes. Caractéristiques de l'ère des réformes, les trains bondés de travailleurs rentrant dans leur village retrouver leur famille à l'occasion des vacances du nouvel an, contrastent avec la période maoïste où l'État exerçait un contrôle total sur le lieu de résidence et la circulation de la population. Ils sont un indicateur de la bien plus grande humanité qui règne depuis les réformes et s'inscrit dans un retour à la sinité.
- 23 Au cours de la période maoïste, l'État socialiste déterminait le lieu où chaque personne devait résider et travailler. Les gens se décrivaient comme des racines poussant avec peine dans les fissures du bitume. Les réformes qui ont, par la suite, permis aux talents de faire carrière, sont habituellement considérées comme antiféodales, progressives et libératrices. Wright en brosse pourtant un portrait négatif, et insiste sur le fait que la population a dès lors été contrainte de « se débrouiller [seule] ». Elle ne reconnaît pas que

les réformes ont permis de faire significativement progresser la dignité humaine en élargissant les libertés personnelles, en permettant aux Chinois de voyager, d'honorer leurs cultes à leur guise, de planifier leur futur et celui de leur famille.

- 24 Wright vante au contraire les mérites de l'ère maoïste. Elle s'appuie souvent sur le bas coefficient de Gini de la Chine socialiste avant que ne soient lancées les réformes pour démontrer que le pays était alors égalitaire. Mais au cours de la période socialiste, si l'argent et le marché étaient abolis, le pouvoir politique était crucial. La Chine était un pays parfaitement inégalitaire, où les inégalités engageaient la vie ou la mort des citoyens. On sait par exemple que les personnes connectées au Parti ont généralement survécu à la famine du Grand bond en avant. Les autres sont, quant à elles, mortes par dizaines de millions.
- 25 Alors que Wright affirme que les débuts de la réforme post-maoïste « ont conduit à une augmentation spectaculaire des inégalités socioéconomiques », toutes les données montrent en réalité que les politiques privilégiant la population rurale pauvre ont largement réduit les inégalités entre 1979 et 1984. Le président Lula a réussi à réduire l'écart entre les riches et les pauvres au Brésil, pays ayant également connu une industrialisation tardive. Il semble donc que la source réelle des inégalités en Chine ne soit pas, comme l'affirme à tort Wright, une abstraction économique du nom d'« industrialisation tardive », mais qu'elle réside plutôt dans les politiques, les intérêts et les institutions de la dictature du PCC.
- 26 En bref, les catégories utilisées par Wright, comme l'industrialisation tardive (néolibérale), le développement dirigé par l'État et l'héritage socialiste, obscurcissent les sources politiques du meilleur et du pire, qu'il s'agisse de la croissance économique exceptionnelle ou du développement des libertés personnelles, des inégalités flagrantes ou de la corruption généralisée. Pour Wright, la peur d'une explosion sociale exprimée aujourd'hui par les personnes au pouvoir à Pékin relève de la paranoïa. Il se peut qu'elle ait raison et que les Chinois acceptent leur gouvernement. Mais ils ne font pas que cela. Je soupçonne que ce sont les facteurs décrits ci-dessus, et non pas les éléments de continuité avec la dernière phase des réformes que décrit Wright, qui sauront mieux nous expliquer pourquoi le futur de la Chine promet des retournements surprenants.

NOTES

1. Voir par exemple : Qin Hui, « Zhongzu geli shidai de Nanfei liudong gongren » (Les travailleurs migrants en Afrique du sud à l'époque de l'apartheid), *Nanfang dushi bao*, 20 janvier 2010. Disponible via : <http://new.21ccom.net/plus/view.php?aid=6727#> (note de l'éditeur).